

Impact de la crise ivoirienne sur la dynamique régionale en Afrique de l'Ouest.

Résumé :

1. La crise qui a éclaté en Côte-d'Ivoire le 19 Septembre 2002 est l'aboutissement d'un long processus de pourrissement des rapports sociaux entre les acteurs politiques ivoiriens. Elle résulte du déficit démocratique que le pays a enregistré depuis la mort du président HOUPHOUET Boignit et dont le coup de force du Général Guéi de décembre 1999 a constitué la première épisode. L'impact de ce déficit démocratique est d'autant plus ressenti par les populations et la classe politique, qu'il intervient dans un contexte de crise économique aiguë. En effet en dépit des signes de relance économique amorcée dès 2001 et renforcée cette année par la bonne tenue des cours mondiaux du cacao, la conjoncture économique ivoirienne reste dans l'ensemble mauvaise. La pauvreté touche plus de 25 % de la population, notamment en milieu rural et le taux de croissance du PIB est non seulement en dessous de la moyenne de l'UEMOA, mais aussi de celui du croît naturel.
2. Cependant la Côte -d'Ivoire a été et demeure un dispositif incontournable en Afrique de l'Ouest et ce à plusieurs points de vue;
 - Au sein de l'UEMOA, la Côte-d'Ivoire constitue incontestablement le moteur du processus d'intégration régionale mise en place par les pays qui composent cette institution. Bien que sa population ne représente que % de celle de l'ensemble des pays de l'Union, la Côte-d'Ivoire contribue pour 40 % à la formation de son PIB, % à celle des exportations et % à celle des importations totales
 - Au sein de la CEDEAO la Côte-d'Ivoire apparaît après le Nigeria comme le second pôle de développement de la sous région, avec 10 % du PIB de la Communauté et plus de et de respectivement des exportations et des importations.
 - L'impact de son potentiel économique (deuxième puissance manufacturière après le Nigeria) qui a principalement deux implications majeures ; il fait de la Côte-d'Ivoire non seulement le premier partenaire commercial régional de la plupart des pays de l'Afrique de l'Ouest, mais aussi le premier foyer d'immigration. Le trafic avec le Nigeria représente 20 % des activités du Port Autonome d'Abidjan.
 - La Côte-d'Ivoire peut être considérée comme un pôle essentiel de structuration spatiale de l'espace ouest africain. Elle constitue le carrefour de plusieurs réseaux marchands qu'ont de tous temps bien coordonnés les négociants Dioula dont le peuplement s'étend au Burkina-Faso, au Mali et bien sûr à la Côte-d'Ivoire.
3. Les conséquences de la crise sont perceptibles dans trois domaines principalement :
 - i) des fissures dans les rapports sociaux entre les différentes communautés en

présence, ii) des premiers signes de récession des activités économiques et l'amorce d'une réorganisation de l'espace marchand de la sous région, de la desserte des pays sans littoral notamment. La dégénérescence du capital social dont le pays se prévalait et qui est considéré comme l'un des fondements essentiels de sa réussite constitue sans nul doute l'élément dont les tâches seront difficiles à effacer au lendemain de la crise.

4. Les conséquences de la crise sur l'économie nationale sont encore mal connues, bien que de nombreux secteurs commencent à montrer des signes évidents d'essoufflement. Les secteurs les plus touchés sont ceux des services et plus généralement du tertiaire.

- Le secteur des transports semble être celui qui paie le plus lourd tribut, du fait de la non exploitation des capacités installées des infrastructures. En effet le blocus de la moitié nord du pays (zone de guerre) et des implications du couvre feu se traduisent par une sous utilisation de la capacité installée des infrastructures qui tourneraient à moins de 50% de leur capacité, à en croire les déclarations de certains responsables. Le Port Autonome d'Abidjan prévoit une perte d'environ 30 % de son chiffre d'affaire. Les autres régions de transport connaissent également de graves difficultés : la SOTRA déclare perdre près de 20 000 000 de francs cfa par jour. La SITRAIL a déjà mis plus de 900 personnes en chômage technique. Tant le port que l'aéroport qui constituent les principaux Hub de rayonnement régional de la Côte-d'Ivoire tournent au ralenti.
- Le second secteur qui souffre cruellement de la crise est celui de l'hôtellerie, qui tournerait à moins de 20 % de sa capacité. En effet depuis le début de la crise, aucune réunion à vocation régionale et internationale n'a eu lieu en Côte-d'Ivoire privant les hôtels de leurs clients privilégiés. Nombre d'établissements prévoient de fermer les portes si la crise se prolonge au delà de la fin du mois d'Août.
- Le secteur industriel n'est pas du reste. Toutes les unités qui sont installées dans la zone septentrionale, une sucrerie, une fabrique de tabac, une manufacture de tissu écru pour ne citer que les plus importantes ont cessé de fonctionner. Celles installées au Sud tournent au ralenti.
- Dans le secteur agricole, le pire est à venir. La crise est déclenchée à un moment critique de la campagne de deux cultures d'exportation du pays : celui de la récolte du cacao dont la Côte-d'Ivoire est le premier producteur mondial et du coton. La situation de ce dernier dont la zone de production coïncide avec celle qu'occupent les rebelles est plus critique que celle du cacao. Alors que tous les acteurs redoutent au mieux un retard de récolte préjudiciable à la qualité du coton, ce sont les difficultés d'acheminement du cacao du fait de la multiplication des barrages de contrôle qui préoccupent les opérateurs économiques.
- Au plan macro économique, les prévisions de croissance de 3% ne seront pas atteintes. Certains analystes prévoient un taux de croissance de 1% dans le meilleur des cas et négatif comme tous laissent le présager. En effet les dépenses nécessaires au financement des efforts de guerre vont se traduire pas une aggravation du déficit budgétaire et une incapacité du pays à honorer ses

engagements extérieurs et surtout respecter les critères de convergences de l'UEMOA.

- Une telle évolution peut avoir à moyen terme des conséquences fâcheuses sur le processus d'intégration régionale au sein de l'UEMOA. En effet l'affaiblissement de l'économie ivoirienne doublé de l'effritement du capital social qu'entretenaient les burkinabé, les maliens d'une part et les ivoiriens de l'autre peut constituer un sérieux handicap à l'impulsion de véritables dynamiques à l'intégration régionale (remise en cause du droit d'établissement pour les ressortissants de ces pays en Côte-d'Ivoire).
5. l'impact de la crise ivoirienne sur les pays voisins, notamment de ceux du Golfe du Bénin (Ghana, Togo, Bénin et Nigeria) est encore très mitigé. Seul le Ghana ressent de façon très sensible les effets de la crise ivoirienne.
- En effet le flux massif de population auquel tout le monde s'attendait n'a vraisemblablement pas encore lieu. Moins de 0,5 % de l'effectif de la population résidente en Côte-d'Ivoire des pays du golfe du Bénin ont temporairement reflué vers leur pays d'origine suite à la guerre. Le consulat du Nigeria mentionne la préoccupation de 2 000 des deux millions de nigériens de rentrer au pays. Cependant dans tous les pays Les migrations pendulaires entre la Côte - d'Ivoire et le Bénin, le Nigeria et le Togo ont cependant diminué. Elles sont restées à un niveau quasi stable entre la Côte –d'Ivoire et le Ghana
 - Sur le plan économique, les répercussions les plus significatives sont notables au Ghana qui apparaît comme le plus grand bénéficiaire des dysfonctionnements des circuits de transports
 - introduction

I. La Côte-D'Ivoire en Afrique de l'Ouest

Incontestablement la Côte-d'Ivoire peut être considérée comme une puissance régionale en Afrique de l'Ouest. En effet, tant au regard de sa position dans les grands ensembles économiques dans lesquels elle évolue, la CEDEAO et l'UEMOA, qu'au regard de l'impact de sa position centrale dans la structuration de l'ensemble de l'espace ouest-africain, la Côte d'Ivoire s'est positionnée comme un véritable pôle de développement et d'encadrement de la sous-région.

- Une économie qui semblait sortir d'une longue crise
- Une puissance régionale
- La locomotive de l'UEMOA

Au sein de l'UEMOA, la Côte d'Ivoire se pr

- Dans la CEDEAO
- De part sa position dans la sous-région

II La crise et son impact

- Une crise aux causes multiples
- Une économie intérieure fortement ébranlée

- L'impact sur les économies des pays voisins
- Les mouvements des populations

Quelques trois millions de ressortissants des Etats du golfe du Bénin vivent en Côte-d'Ivoire. Ils sont dominés par des nigériens dont on estime le nombre à 2000 000, de ghanéens (environ 500 000 ; de béninois (300 000) et de togolais (200 000). Ces populations sont dans leur grande majorité des opérateurs économiques, des commerçants. On y compte également quelques technocrates évoluant tant dans le secteur privé que public (enseignement notamment). Parmi les togolais on compte quelques réfugiés issus des troubles politiques du début des années 90. A celle-là s'ajoute un mouvement pendulaire qui implique plus de 3000 personnes par semaine pour l'essentiel des femmes commerçants qui animent le commerce régional sur l'axe, Lagos- Cotonou-Lomé- Accra et Abidjan, Les commerçants ont payé les plus lourds tributs de la crise actuelle. Plusieurs déclarent avoir perdu leurs biens du fait non seulement des personnes incontrôlées mais surtout des raquettes des forces de l'ordre.

En dépit de cette crise , moins d'un pour cent de cette population a décidé de quitter la côte-d'Ivoire en C

- La paralysie des systèmes de transport
- La relance des activités de transit

III les stratégies des acteurs.

Elles varient selon les secteurs et les pays. Les stratégies les plus visibles ont lieu dans le secteur des transports où les opérateurs en présence essaient de

Liste des personnes rencontrées.

Côte- d'Ivoire

Mr CISSE Ben, chef service communication . Port Autonome d'Abidjan

Mr DJEDJE Gnakale, Directeur commercial , Port Autonome d'Abidjan

Dr OGUIE Sain, directeur général adjoint de la Chambre de Commerce et d'Industrie de Côte-d'Ivoire.

Mr SANOGO Abdoul-Bakary, Banque Mondiale , Abidjan

LIVERSAIN Patrick , Directeur CFCI WOODIN Côte- d'Ivoire.

Bénin

Mr OSEI Dwomoh , directeur terminal de Cotonou Société Vanef STC Ltd

Mr KARAMOKO Moussa Ismael, Directeur Société de transport INZA et Frères STIF, Bénin

Togo

Mr ANANI Lossou Prosper, responsable STIF - Togo

ATTIVON Edoh Emmanuel, directeur général Société Togolaise d'Entreposage

BROOHM Djahlin Philippe, attaché au Directeur Général, Chambre de commerce et d'industrie du Togo

KEOULA K. Céphas, chef division Assistance aux entreprises, Chambre de commerce et d'industrie du Togo

Mr AGBEVI Martin, chef gare de Lomé, Centra Transport International Togo

Mr KARSA MATEKA Ka-RMBA, directeur commercial du Port Autonome de Lomé

Ghana

Mr Boh Herbert Yusimbom.....senior research fellow, Centre des Nations Unies pour la paix et le désarmement en Afrique

Mme Gnansounou Génévieve.....Assistante Administrative, Centre des Nations Unies pour la paix et le désarmement en Afrique

Mme ALI-TILOH Marie –Gloire, assistante sociale , Coordination Nationale d'Assistance aux réfugiés au Togo

Mr ASANTE R. D. , technical Advisor, Institut monétaire de l'Afrique de l'Ouest

Mr Paul ADUBOFOUR, deputy commissioner, operation (douane ghanéenne)

Mr MOISAN Gilles, Director Managing , VLISCO Ghana Group,

Mr Samson N. Gyamera, Operations Manager , Vanef STC, Ghana

Mr LAMINE MAIGA, operations Manager, EDA EXPRESS SERVICE LTD Tema

Mr AMISSAH Emmanuel A. , operation manager Cross Ocean Agencies Ltd Tema

Mr ADORKOR J.K. , Cargo Handing Manager , Ghana Ports and Harbours Authority Tema

Mr AMAKYE Georges, technical manager , Atlantic Port Services Limited , Tema